

BULLETIN D'INFORMATION - PROGRAMME DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



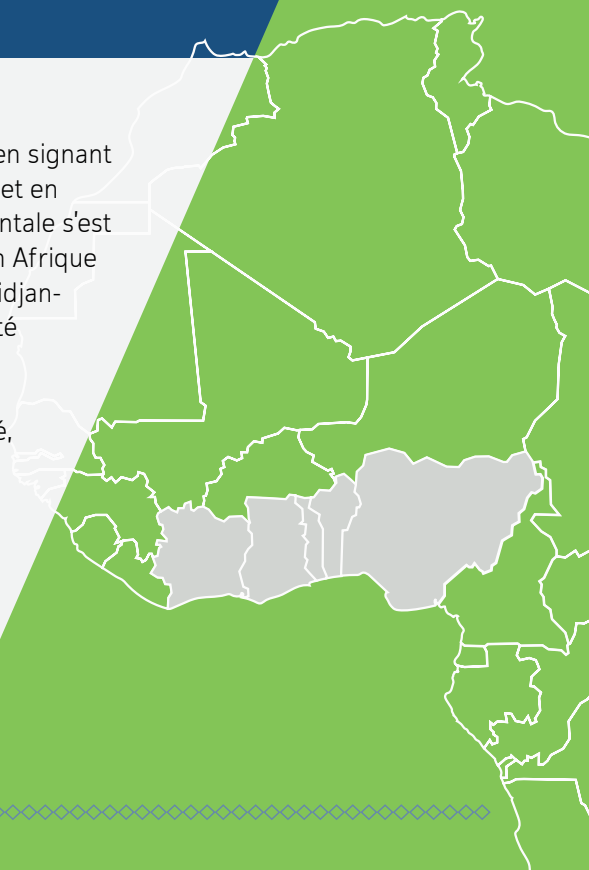
MAI À
AOÛT
2026

TradeMark Africa (TMA) est une organisation africaine de premier plan dans le domaine de l'aide au commerce, fondée en 2010. Sa mission est de stimuler le commerce intra africain, de renforcer la présence de l'Afrique dans le commerce mondial et de promouvoir des échanges plus respectueux de l'environnement. TMA est une organisation à but non lucratif qui bénéficie du soutien financier des pays et institutions tels que : le Canada, le Danemark, l'Union européenne, la Finlande, la France, la Fondation Gates, l'Irlande, la Fondation Mastercard, les Pays Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume Uni. Elle collabore étroitement avec les organisations régionales et continentales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile. Ce bulletin publié tous les quatre mois présente les faits marquants des activités et initiatives en cours dans la région.

Aperçu du Programme Afrique de l'Ouest

En janvier 2023, TMA a officiellement lancé ses activités en Afrique de l'Ouest en signant un protocole d'accord avec le ministère ghanéen du Commerce et de l'Industrie et en ouvrant son premier bureau dans la région. Depuis lors, son orientation continentale s'est renforcée, avec des projets en cours visant à implanter de nouveaux bureaux en Afrique de l'Ouest, en mettant en priorité l'accent sur les États membres du corridor Abidjan-Lagos. Le Programme Afrique de l'Ouest ambitionne de renforcer la compétitivité commerciale et de promouvoir l'intégration économique de la région.

Ce programme met l'accent sur la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, la réduction des coûts et des délais associés aux échanges, l'amélioration des infrastructures et des cadres réglementaires, ainsi que la promotion d'un commerce plus durable et inclusif. Il s'appuie sur une approche à plusieurs niveaux et vise à accroître les échanges intrarégionaux et internationaux, en intervenant au niveau continental en collaboration avec le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), au niveau régional avec la Commission de la CEDEAO et l'UEMOA, ainsi qu'au niveau national, contribuant ainsi à une Afrique de l'Ouest plus résiliente et prospère.



ÉVÉNEMENTS À VENIR (DE SEPTEMBRE À DÉCEMBRE 2026)

Date	Titre de l'événement	Objectif
23-24 Novembre 2026	Forum sur le développement du commerce en Afrique (ATDF) atdf.trademarkafrica.com	Ce forum réunira des chefs de gouvernement africains, des ministres, des institutions régionales, des partenaires de développement et des représentants du secteur privé afin de discuter des systèmes de qualité nécessaires pour renforcer la compétitivité des exportations africaines.
Novembre 2026	Remise de matériel – GUCE	Remise officielle de matériel informatique et de ressources
26-30 Octobre 2026	Lancement de l'initiative « Making Trade Work for Women in West Africa » (MTWW) au Nigeria	Lancer officiellement les activités du programme MTWW au Nigeria
Novembre 2026	Remise des panneaux de signalisation aux postes-frontières	Pour remettre officiellement les travaux réalisés aux responsables de la CEDEAO et de la JBMC

Forum pour le développement du commerce en Afrique (ATDF) Rassembler l'Afrique pour améliorer la qualité et la compétitivité du commerce sur le continent africain

En partenariat avec le ministère éthiopien du Commerce, le **Forum africain pour le développement du commerce (ATDF 2026)** se tiendra les 23 et 24 novembre à l'hôtel Ethiopian Skyline, à Addis-Abeba.

Ce forum continental biennal examinera comment renforcer la confiance nécessaire pour permettre aux entreprises africaines de développer leurs échanges commerciaux sur le continent et avec le reste du monde. Les discussions porteront sur les exigences de qualité et de compétitivité nécessaires pour atteindre cet objectif, ainsi que sur le rôle des gouvernements et des organisations régionales et internationales dans l'établissement et l'application de normes claires et harmonisées, propices à un meilleur accès aux marchés.

Sept ministres ont déjà confirmé leur participation. Aux côtés de 300 représentants clés des gouvernements, de l'Union africaine (UA), de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), du secteur privé, de l'industrie, des entreprises, des partenaires de développement et des organisations internationales, nous façonnerons l'avenir commercial de l'Afrique et ouvrirons la voie à des opportunités de croissance et de compétitivité mondiale.

En attendant, rejoignez le défi de la qualité du commerce [ici](#), alors que nous nous préparons à nous réunir à Addis-Abeba, en Éthiopie..



De la peur à la confiance:

Renforcer les capacités des femmes et des jeunes commerçants transfrontaliers



Pour Mme Labiga Télate, négociante en céréales et femme d'affaires, franchir une frontière fait partie de son quotidien professionnel. Elle achemine des céréales du Togo vers le Ghana et le Bénin, les achetant en gros pour les revendre sur les marchés de gros et de détail. Pendant des années, chaque passage de frontière s'accompagnait d'une interrogation : disposerait-elle des bons documents ? Serait-elle au courant des formalités requises ? Pourrait-elle acheminer ses marchandises sans difficulté inutile ?

« J'avais peur de franchir les frontières car je ne savais pas à quoi m'attendre. Soit nos documents étaient insuffisants, soit nous n'avions pas les documents requis », se souvient-elle.

Labiga explique que, face à ces incertitudes, les commerçants choisissaient parfois des itinéraires informels plutôt que les passages frontaliers officiels. Même lorsqu'elle empruntait les voies officielles, elle se souvient d'échanges difficiles avec des agents en uniforme et d'une incertitude quant aux paiements légitimes à effectuer.

Pour Labiga, l'acquisition de connaissances a commencé à changer cette expérience. En 2026, elle a rejoint d'autres commerçantes transfrontalières au Togo pour suivre une formation sur leurs droits et leurs responsabilités en tant que commerçantes. Cette formation s'inscrit dans le cadre du programme «**Making Trade Work for Women in West Africa**» (MTWW), mis en œuvre par (TMA) en partenariat avec le CECI afin de renforcer un commerce inclusif et sensible au genre à travers l'Afrique de l'Ouest.



« J'ai acquis une meilleure compréhension des procédures, des documents requis et des protections dont je dispose. Je me sens désormais plus sûre de moi pour gérer mon activité aux différentes frontières. Je suis capable de remettre en question les paiements illicites et de m'exprimer lorsque je suis confrontée à un traitement inacceptable », explique-t-elle.

Son expérience reflète le changement que le programme MTWW cherche à promouvoir : aider les commerçantes à passer de l'incertitude à une participation plus éclairée et plus confiante au commerce formel.



Formation des agents frontaliers togolais

Ce travail s'étend également aux agents de première ligne chargés de la gestion des échanges aux postes-frontières. En juillet, **MTWW a réuni 100 agents des services frontaliers à Aného et à Lomé, au Togo**, pour une formation pratique sur le protocole de la ZLECAs relatif aux femmes et aux jeunes, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), la traçabilité des produits et la



prévention de la violence sexiste.

En renforçant à la fois les connaissances des commerçantes et les capacités des agents de première ligne, le MTWW contribue à créer des conditions plus sûres, plus prévisibles et plus inclusives pour la participation des femmes et des jeunes au commerce régional.

Partenariat CEDEAO-TMA :

Faire fonctionner le programme du marché commun en frontières de l'Afrique de l'Ouest

Le programme du marché commun de la CEDEAO reste essentiel pour faire progresser l'intégration régionale, améliorer la circulation des biens et des services et favoriser une croissance économique inclusive dans toute l'Afrique de l'Ouest. S'appuyant sur ce programme, TMA continue de soutenir la CEDEAO et ses États membres pour traduire les engagements régionaux en solutions concrètes qui renforcent les opérations aux frontières, réduisent les barrières commerciales et améliorent l'accès aux marchés.

Promouvoir l'apprentissage interrégional pour renforcer la facilitation des échanges commerciaux



Échanges d'apprentissage interrégionaux en Afrique de l'Est

Du 6 au 14 juin 2026, la TMA a organisé une visite d'étude menée par la CEDEAO au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), financée par le gouvernement suédois dans le cadre de l'Initiative suédoise pour la facilitation des échanges commerciaux en Afrique (SWIFT). Au port de Mombasa, le long du Corridor nord, au poste-frontière à guichet unique (OSBP) de Busia et au centre de commandement de l'Administration fiscale du Kenya à Nairobi, 18 hauts responsables de la Commission de la CEDEAO et des cinq pays de l'ALCo ont pu observer la gestion coordonnée des frontières à grande échelle. À Busia, la délégation a pu constater que les agences frontalières kényanes et ougandaises menaient des opérations sous l'égide d'un comité frontalier conjoint unique, s'appuyant sur des protocoles clairs et un cadre juridique spécifique, à savoir la loi de la CAE sur les postes-frontières à guichet unique.

La délégation a identifié deux priorités immédiates pour un corridor Abidjan-Lagos (ALCo) plus coordonné et plus efficace :

- Rendre l'ALCoMA opérationnelle et lui allouer des ressources, avec un cadre propice aux opérations frontalières conjointes et au dédouanement préalable ;
- Développer les infrastructures frontalières et les systèmes numériques parallèlement à une réforme institutionnelle, notamment par la mise en place de scanners, d'une gestion fondée sur les risques et de l'interopérabilité SIGMAT.

TMA collabore déjà avec la CEDEAO et les pays du corridor pour faire progresser les infrastructures frontalières, les systèmes numériques et la gestion fondée sur les risques le long du corridor

Optimiser les postes-frontières juxtaposés sur le corridor Abidjan-Lagos



Signalisation aux postes-frontières juxtaposés d'Akanu-Noépé et de Sèmè-Kraké

Plus près de chez nous, avec le soutien de TMA et le financement du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), la CEDEAO poursuit la mise en service de postes-frontières juxtaposés (PFJ) dans toute la région. Aux postes-frontières communs de Sèmè-Kraké et d'Akanu-Noepe, TMA a aidé la CEDEAO à installer une signalétique bilingue claire et normalisée afin de guider les voyageurs, les transporteurs et les autres usagers de la frontière à travers les installations communes et de préciser l'emplacement et les fonctions des services clés. Étant donné que plusieurs agences et procédures opèrent au sein d'un même espace, une signalétique claire facilite le fonctionnement pratique du dispositif PFJ et permet de s'orienter plus facilement dans les installations.

La CEDEAO, avec le soutien de TMA, a également dispensé une formation au Comité mixte de gestion frontalière (JBMC) de Sèmè-Kraké. De nombreux fonctionnaires participants, récemment affectés à Sèmè-Kraké, ont souligné l'utilité de cette formation, qui les a aidés à comprendre les réalités pratiques des opérations frontalières conjointes et de la coordination interinstitutionnelle.



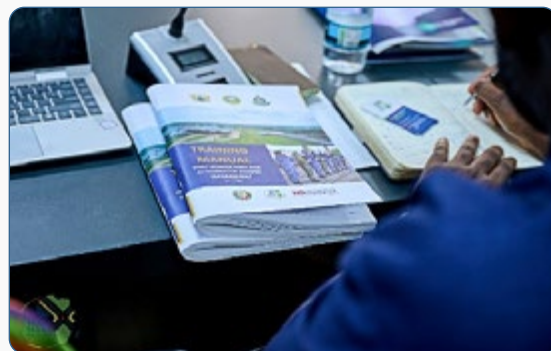
Discussion de groupe avec les responsables du JBMC de Sèmè-Kraké

Faire avancer l'intégration régionale

Parallèlement, TMA a aidé la CEDEAO à mener un projet pilote d'accord de reconnaissance mutuelle (ARM) entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, faisant ainsi progresser les efforts visant à réduire les doublons dans l'évaluation de la conformité. Une meilleure reconnaissance des exigences de conformité sur les deux marchés pourrait réduire les retards et les coûts commerciaux, et faciliter l'accès des entreprises aux marchés régionaux.

En août 2026, l'ensemble des travaux menés avec la CEDEAO a été réaffirmé lors de la réunion du comité de pilotage du programme CEDEAO-TMA, au cours de laquelle les dirigeants de la CEDEAO ont présenté des mises à jour stratégiques et donné des orientations pour la poursuite de la mise en œuvre des activités prioritaires. Ensemble, ces interventions contribuent à traduire l'Agenda du marché commun en systèmes concrets qui rendent le commerce transfrontalier plus coordonné, plus prévisible et plus efficace.

Renforcement des capacités douanières aux postes-frontières juxtaposés



Remise officielle : représentants de TMA et des douanes

Grâce au soutien d'UK (FCDO), TMA, en collaboration avec la Division des douanes de l'Administration fiscale du Ghana, a élaboré un manuel de formation destiné à renforcer les capacités des agents douaniers à assurer le bon fonctionnement des PFJ.

Le 1er juillet, ce manuel a été officiellement remis au commissaire des douanes lors d'une visite de courtoisie de TMA. Il a depuis été intégré au programme de formation de l'École des douanes du Ghana, afin de doter les agents des connaissances pratiques nécessaires à la mise en œuvre des cadres de référence et des procédures opérationnelles standard (SOP) de la CEDEAO relatifs aux PFJ. En renforçant la compréhension des agents des procédures et du fonctionnement des PFJ, ce manuel devrait favoriser une meilleure coordination et une application plus cohérente des procédures aux frontières, contribuant ainsi à réduire les retards de dédouanement et les coûts du commerce.

Le Ghana et TMA renforcent leur partenariat pour stimuler les échanges commerciaux

La République du Ghana et TMA collaborent étroitement pour faciliter les échanges commerciaux, un partenariat officialisé pour la première fois par la signature d'un protocole d'accord en janvier 2023. Afin de consolider ces acquis et de faire progresser les priorités commerciales du Ghana, la ministre du Commerce, de l'Agro-Industrie, l'honorable Elizabeth Ofosu-Adjare, députée, et la directrice générale adjointe de TMA, Mme Allen Sophia Asimwe, ont signé un protocole d'accord renouvelé en août 2026. Cet accord établit un cadre pour renforcer la collaboration entre le Ghana et TMA dans les domaines de la facilitation des échanges, de l'intégration régionale, de la compétitivité du secteur privé et de l'accès aux marchés, avec pour objectif de traduire les priorités communes en résultats concrets.



À gauche : l'honorable Elizabeth Ofosu-Adjare et Mme Allen Sophia Asimwe lors d'un échange symbolique.

À droite : en compagnie de représentants du gouvernement et de TMA.

Au cœur de ce partenariat renouvelé figure le Programme national du Ghana (GCP), élaboré conjointement avec le ministère du Commerce, de l'Agroalimentaire et de l'Industrie (MoTAI). Il constitue une feuille de route commune pour la mise en œuvre des actions prioritaires. Le programme s'aligne sur les initiatives nationales « Reset Agenda », « Feed Ghana », « Make Ghana Industrialisation » et « Export Ghana », ainsi que sur les engagements du Ghana dans le cadre de la ZLECAf et de la CEDEAO, la Stratégie 3 de TMA et son programme pour l'Afrique de l'Ouest. Il s'appuie également sur les programmes en cours soutenus par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA).

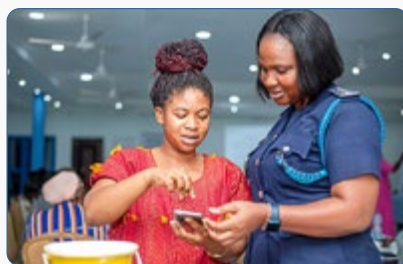
Le programme s'articule autour de trois priorités :

- Renforcer les institutions et les systèmes commerciaux ;
- Réduire les délais, les coûts et la complexité des échanges commerciaux ;
- Renforcer les entreprises ghanéennes pour améliorer leur compétitivité et faciliter leur accès aux marchés régionaux et internationaux.

Grâce à une appropriation conjointe et à une responsabilisation accrue, cette approche vise à rendre les procédures commerciales plus efficaces, à réduire les coûts des échanges et à améliorer l'accès des entreprises ghanéennes aux marchés. L'appui de TMA contribuera à lever les contraintes institutionnelles et commerciales tout en complétant les initiatives existantes.

Aider les PME à se préparer à l'exportation

La Chambre nationale de commerce et d'industrie du Ghana (GNCCI) et TMA accompagnent plus de 100 PME, dont beaucoup sont dirigées par des femmes, pour les préparer à l'exportation. Cette initiative a été rendue possible grâce au soutien financier



Les participants et les agents des douanes en formation

de l'Agence française de développement (AFD). Grâce à ce partenariat, la GNCCI et TMA ont présenté à 500 chefs d'entreprise issus de huit régions de l', les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et l'accord de partenariat économique (APE) intérimaire avec l'UE.

À ce jour, 17 PME ont entamé les démarches nécessaires à la mise en conformité pour l'exportation, en enregistrant leurs produits auprès des douanes ghanéennes, de l'Autorité ghanéenne de normalisation et de l'Autorité chargée des aliments et des médicaments. La prochaine phase permettra à 100 PME sélectionnées de bénéficier d'un accompagnement sur mesure en matière de qualité des produits, d'emballage, de certification, de conformité réglementaire et de préparation au marché, aidant ainsi les entreprises à passer de la simple compréhension des opportunités d'exportation à la satisfaction des exigences nécessaires pour y accéder.

« Nous disposons des produits et des entrepreneurs ; notre priorité est désormais de les accompagner pour qu'ils répondent aux exigences des marchés internationaux et tirent pleinement parti des opportunités qui s'offrent à eux », a déclaré le vice-président de la GNCCI.

Un meilleur commerce passe par une coordination renforcée : réunions des comités nationaux de facilitation des échanges (CNFE) au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Nigeria

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, TradeMark Africa collabore avec les comités nationaux de facilitation des échanges (CNFE) afin de renforcer les institutions et les systèmes qui coordonnent les réformes en matière de facilitation des échanges, au profit des commerçants et des entreprises. Au Ghana, au Nigeria et en Côte d'Ivoire, ce soutien vise à répondre aux priorités spécifiques à chaque pays tout en contribuant à des échanges plus coordonnés et plus prévisibles le long des corridors régionaux.

CNFE du Nigeria



Les responsables lors de la réunion de la CNFE au Nigeria

Alors que le programme CALAO, financé par l'UE, démarre, TradeMark Africa a aidé le ministère fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement (FMITI) à réunir des représentants d'institutions gouvernementales, d'agences de régulation et du secteur privé à l'occasion de la réunion de son CNFE. Cette réunion a fourni aux parties prenantes la plateforme nécessaire pour identifier les domaines prioritaires visant à améliorer l'environnement commercial du Nigeria. Parmi les principales priorités figuraient le commerce numérique, l'efficacité aux frontières, le guichet unique national, les normes et la certification, la logistique, ainsi que le soutien aux entreprises et aux femmes commerçantes. Les priorités identifiées permettront d'harmoniser les domaines de collaboration et d'orienter la mise en œuvre des interventions pertinentes du programme CALAO au Nigeria.

CNFE Côte d'Ivoire



Photo de groupe des responsables/ Remise des certificats de participation aux responsables

TradeMark Africa a aidé le CNFE à organiser une récente réunion visant à renforcer sa compréhension technique et la mise en œuvre des dispositions de la ZLECAF relatives à la coopération douanière, à la facilitation des échanges et au transit, ainsi qu'aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), aux obstacles techniques au commerce (OTC) et aux mesures non tarifaires. La réunion a mis en évidence la nécessité d'un meilleur alignement des pratiques nationales sur les engagements de la ZLECAF, ainsi que d'une coopération et d'un échange d'informations renforcés entre les agences chargées du commerce. Le Comité a identifié des domaines clés à améliorer, notamment les processus de vérification douanière et l'accès aux informations commerciales, les systèmes nationaux de qualité et de certification, la mise en œuvre du programme Opérateur économique agréé (OEA) et le régime simplifié d' s commerciales pour les petits commerçants transfrontaliers. Le CNFE assurera le suivi de ces priorités tout en garantissant une coordination efficace entre les institutions concernées afin de soutenir leur mise en œuvre.



CNFE Ghana



La CNFE salue le rôle moteur de l'ancien sous-comité chargé des questions de genre.



Un participant lors de la réunion du NTFC

TMA, en partenariat avec le UK-FCDO, a récemment animé la réunion du CNFE au Ghana, qui s'est concentrée sur trois priorités majeures :

1. l'élaboration d'une procédure opérationnelle standard (SOP) pour les denrées périssables, conformément aux engagements du Ghana auprès de l'OMC ;
2. le suivi des recommandations issues de l'étude sur les délais de dédouanement, en particulier en matière de gestion du fret ; et
3. la promotion du portail d'informations commerciales.

La réunion a également été l'occasion de reconstituer le sous-comité sur le genre afin de renforcer davantage la facilitation inclusive des échanges. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du soutien apporté par TMA au CNFE au cours de son précédent mandat, qui comprenait l'évaluation de maturité CEDEAO-CNUCED visant à relever les défis institutionnels et opérationnels, des sessions de travail sur les réformes en matière de facilitation des échanges, des formations conjointes destinées aux commerçants transfrontaliers, ainsi qu'une formation annuelle pour l'Association nationale des commerçantes transfrontalières. TradeMark Africa a alloué des fonds pour continuer à soutenir les priorités du CNFE.

COUVERTURE MÉDIA (MAI – AOÛT 2026)

- [Accompagner la Côte d'Ivoire dans l'accélération de ses réformes pour devenir un pôle commercial régional](#)
- [Bénin : lancement officiel du projet COTONI](#)
- [Améliorer le Centre d'information commerciale en ligne \(PWIC\) de la Côte d'Ivoire](#)
- [MTWW : formation des agents au poste-frontière de Kodjoviakope](#)
- [MTWW : formation des agents au poste-frontière d'Akanu-Noépé](#)
- [MTWW : renforcer les capacités des agents frontaliers au Togo](#)
- [Le Ghana et TMA renouvellent leur partenariat pour faire avancer les priorités commerciales](#)



Gates Foundation

